

SOCIAL

Un chantier à 1,5 million d'euros pour rénover le centre chapelain pour demandeurs d'asile

1 852 personnes ont été accueillies au sein des différentes structures de l'Association pour l'accueil des travailleurs et des migrants, toujours aussi engagée dans ses missions, malgré les difficultés.

ORIANNE ROGER

Dans un contexte particulièrement tendu et incertain, tant sur le plan international que national, les actions de notre association sont plus que jamais nécessaires. Philippe Contant, président de l'AATM (Association pour l'accueil des travailleurs et des migrants), a partagé son inquiétude en introduction de l'assemblée générale de la structure, jeudi 27 juin, au centre social Victor-Hugo de La Chapelle-Saint-Luc. L'association devra déjà intégrer les évolutions législatives et financières consécutives à la « loi immigration » du 26 janvier 2024 et au pacte migratoire européen, « et peut-être aux autres textes que la situation politique actuelle en France générera, en espérant que l'ensemble de ces mesures ne réduiront pas de façon drastique les moyens d'action dont nous disposons ».

En attendant, la structure poursuit sa mission qui consiste essentiellement à faciliter l'accueil, l'hébergement, l'installation, l'adaptation et l'intégration des demandeurs d'asile et de leurs familles grâce à

sept structures dans l'Aube, les Ardennes et en Haute-Marne. Parfois contre vents et marées, avec des difficultés liées à l'administration comme le changement de prestataire pour l'édition des cartes ADA (Allocation demandeur d'asile) en novembre 2023 qui oblige les bénéficiaires à se déplacer à leurs frais à Châlons-en-Champagne (Marne) afin de récupérer leur nouvelle carte. « Ensuite, il faut attendre 45 jours pour qu'elle soit activée, on doit faire des avances afin qu'ils ne se retrouvent pas sans ressources », lance, désabusée, Wanda Saire, la directrice générale.

UN ACCÈS DIFFICILE AUX SOINS ET À L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

La question des soins dans un contexte général difficile est également une des préoccupations. « On a des difficultés à trouver des médecins généralistes, on a des délais d'attente très importants pour les spécialistes alors que beaucoup de nos bénéficiaires ont des problèmes urgents à régler du fait de leurs parcours », déplore une salariée.

Une autre pointe la nécessité d'avoir plus de bénévoles pour



Lors de l'assemblée générale de l'AATM, le président du Cada et le personnel ont souligné les difficultés administratives auxquelles ils font face.

proposer des cours de français aux demandeurs d'asile ou aux réfugiés et pour ainsi lever « la barrière de la langue ». Concernant les bénévoles, d'ailleurs, Wanda Saire regrette une baisse importante de leur nombre : « 82 en 2015 contre 63 en 2023 ». Malgré tout, elle reste optimiste : « On remonte la pente suite à la crise sanitaire ».

Cela étant dit, 2023 a aussi été

marquée par des événements très positifs, notamment festifs mais pas seulement. Comme le souligne le président, plusieurs travaux ont été réalisés pour améliorer l'accueil des bénéficiaires avec l'inauguration des locaux administratifs et techniques du Cada (Centre d'accueil des demandeurs d'asile) de Bar-sur-Aube, dans le quartier des Miniets, et des locaux du dis-

positif Agir (Accompagnement global et individualisé des personnes réfugiées) près de l'hôpital Simone-Veil, à Troyes. Surtout, en fin d'année, l'association est devenue propriétaire des locaux du Cada à La Chapelle-Saint-Luc, après résiliation du bail avec Mon Logis. Des travaux de réhabilitation énergétique pour 1,5 million d'euros sont programmés. ■